



Une certaine idée de l'Europe avec **Patrick Boucheron, Antonio Negri, Thomas Piketty, Myriam Revault d'Allonnes et Elisabeth Roudinesco**, Champ Actuel, 2019, 164 p.

Changer l'Europe, c'est possible ! Manifeste porté par plus de 100 000 signataires, Editions Plon, 2019, 93 p.

Ces derniers temps, les initiatives se multiplient pour s'interroger sur l'avenir de la construction européenne actuelle ou débattre sur des changements de son modèle. Sur le plan formel, cela passe par l'organisation de conférences très largement diffusées, comme le livre « Une certaine idée de l'Europe » en rend compte. Ce sont aussi des propositions de nouveaux traités s'ajoutant aux traités actuels comme le « manifeste pour la démocratisation de l'Europe » dans le petit livre « Changer l'Europe c'est possible ». Ce dernier fait suite à « Pour un traité de démocratisation de l'Europe » de 2017 » à l'initiative de Stéphanie Hennette, Thomas Piketty, Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez (Seuil).

On est dans une démarche différente de celle qui a longtemps dominé ces dernières années qui prévoyait la fin du rêve européen. Il s'agit là, beaucoup plus de donner un nouveau souffle à l'Europe qui semble en manquer. Pour comprendre ce qui lui manque aujourd'hui, par exemple Patrick Boucheron, c'est de retrouver pourquoi cette construction existe. Il considère que ce qui lui manque est une politique, c'est-à-dire le sens politique de sa construction. Pour Antonio Negri, il faut relancer l'espérance de la fabrique de l'Europe, « parce que le commun ne peut être fait qu'à travers l'Europe, mais que l'Europe ne se fera qu'en commun »¹. Thomas Piketty, en défendant son projet de traité de démocratisation, pose une problématique forte. « Notre but premier doit être d'articuler la souveraineté européenne avec les souverainetés nationales d'une manière qui ne soit pas antagoniste. »² Elisabeth Roudinesco considère que l'Europe est une histoire de métamorphoses successives. Il ne s'agit pas d'abandonner cette construction, mais de la faire évoluer pour la rendre plus démocratique. Une certaine idée de l'Europe est bien en jeu. Les européens devraient s'enrichir par la lecture de ces différentes conférences publiées. On est bien à l'heure des consultations citoyennes, ici des intellectuels, sur leur conception de l'Europe et de son avenir.

« Changer l'Europe, c'est possible ». Un manifeste pour la démocratisation de l'Europe, porté par une centaine d'intellectuels et de responsables politiques européens, a été lancé en décembre 2018. Il a recueilli plus de 100 000 signatures comme nous l'indique ce petit livre. Il ne s'agit plus seulement de réflexions générales, mais de proposer un projet de réforme de l'Union au travers d'un nouveau traité et d'un projet de budget européen. Ces projets veulent démontrer que le choix du libéralisme pur et dur a atteint ses limites dans la construction européenne. Pour les auteurs du manifeste, « l'Europe doit bâtir pour ses citoyens un modèle original de développement social, équitable et durable »³. Les propositions les plus marquantes sont, d'une part une nouvelle Assemblée européenne souveraine, d'autre part, un nouveau budget.

La nouvelle Assemblée serait composée à 80% de députés des Parlements nationaux et à 20% de députés du Parlement européen. Ce choix se justifie pour mieux associer plus directement les peuples européens. Cette Assemblée aurait alors le pouvoir de définir des impôts européens pour financer le nouveau

¹ p. 80

² p. 110

³ p. 11

budget. Quatre impôts sont envisagés comme : un impôt sur les bénéfices des grandes sociétés ; un impôt sur les hauts revenus ; un impôt sur les hauts patrimoines ; un impôt sur les émissions de carbone. Ce nouveau budget serait fixé à 4% du PIB, quatre fois plus que le budget actuel de l'Union européenne. Il pourrait « financer la recherche, la formation et les universités européennes, un ambitieux programme d'investissement pour transformer notre mode croissance, financer l'accueil des migrants et accompagner les acteurs de la transformation... »⁴ Un tel budget élimine l'impossibilité actuelle de faire une réelle fiscalité européenne. Il permet aussi d'avoir une approche plus dynamique et thématique des politiques européennes.

Ce petit livre est aussi un ensemble de questions-réponses très claires sur ce projet. Il concerne les Etats qui souhaitent se lancer dans cette initiative, pas forcément les 28 Etats membres ou les seuls membres de la zone euro. Le groupe des quatre Etats les plus importants semble le plus recherché, au moins dans un premier temps Allemagne Espagne, France, Italie. Ils représentent 70% de la population comme 70% du PIB.

Ces deux petits livres méritent une lecture attentive, car ils sont stimulants au moins par les projets d'innovation de la construction européenne. Ils sont en phase avec les périodes de consultations citoyennes de 2018 et de celles de 2020 qui semblent se profiler.

Une question vient évidemment immédiatement à l'esprit. Il est facile d'imaginer intellectuellement des changements, il est beaucoup plus compliqué politiquement de les mettre en œuvre. Il semble qu'il faudrait plus réfléchir comme l'a fait en son temps Jean Monnet sur la méthode ou la technique à mettre en mouvement pour convaincre les Etats et les peuples d'emprunter ces nouveaux chemins. Quel nouvel engrenage européen doit être mis en place pour aller vers cette transformation souhaitable de la construction européenne ? Cela permettrait de retrouver la finalité de cette construction.

Henri Oberdorff

Professeur émérite de l'Université de Grenoble -Alpes

Président de l'UPEG, le 20 décembre 2019

⁴ p.13